

La réponse cinglante des Algériens à à Gaïd Salah : ils réclament « un état civil et non militaire »

Les avocats « veulent libérer la justice »

mercredi 17 juillet 2019, par [BENFODIL Mustapha](#), [CHERIF Abl](#) (Date de rédaction antérieure : 13 juillet 2019).

Alger, 12 juillet 2019. Silmiya [pacifique], acte XXI. Le soleil tape fort sur les têtes des manifestants et sur la mer de tôle des camions de police déployés en force pour endiguer les marches.

Sommaire

- [Peu de pancartes le matin](#)
- [Une équipe de télévision \(...\)](#)
- [« Le peuple veut la coupe de](#)
- [Un torrent de pancartes \(...\)](#)
- [« L'Algérie k'bira jamais](#)
- [Les avocats « veulent libérer](#)

Un slogan revient avec insistance dans les manifs et sur les pancartes : « Dawla madania, machi askaria ». « Pour un Etat civil, pas militaire ». Difficile de ne pas y voir une réponse populaire au dernier discours de Gaïd Salah, où il s'en prenait à ceux qui scandent ce slogan. Voici le verbatim du passage en question : « [...] Cette présidentielle que nous considérons réellement comme la clé pour accéder à l'édification d'un Etat fort avec des fondements sains et solides. Un Etat que le commandement de l'Armée nationale populaire œuvre résolument à atteindre dans des conditions de sécurité et de stabilité, en dépit des embûches que sèment sur son chemin certains de ceux à qui répugne le bon déroulement de ce processus constitutionnel judicieux, à l'instar des slogans mensongers, aux intentions et objectifs démasqués comme réclamer un Etat civil et non militaire. Ce sont là des idées empoisonnées qui leur ont été dictées par des cercles hostiles à l'Algérie et à ses institutions constitutionnelles. »

Les manifestants ont ainsi tenu à exprimer une nouvelle fois leur profond attachement à ce principe cardinal et affirmer leur aspiration à bâtir enfin une « dawla madania » (Etat civil et non militaire) qui n'a rien d'une hérésie politique, encore moins d'un virus inoculé par les « ayadi kharidjiya » et les laboratoires de l'OTAN.

Peu de pancartes le matin

Peut-être un peu plus que les autres vendredis, la manif de cette 21^e « Silmiya » présentait deux visages sensiblement différents : la matinée, la foule était clairsemée, moins dense, avec quelques dizaines d'irréductibles étroitement surveillés par un imposant dispositif de police qui était encore plus contraignant que les dernières semaines. Plusieurs camions de police étaient positionnés entre

la place Audin et la Grande-Poste.

Les éléments des forces de l'ordre s'employaient à cantonner les manifestants sur les trottoirs. Jusqu'à l'heure de la prière, le théâtre des manifs était surtout concentré autour du tronçon de la rue Abdelkrim Khettabi. Encore que les services de sécurité n'ont laissé que le trottoir de droite en venant de la rue Didouche, celui d'en face étant occupé par des 4x4 pour étouffer le rassemblement.

Autre détail visuel qui saute aux yeux : alors que le drapeau amazigh a totalement disparu du paysage, même les pancartes étaient peu visibles. Selon plusieurs témoignages, la police a procédé à des interpellations et des confiscations de pancartes dès les premières heures de la journée. Nous avons subi, pour notre part, comme pratiquement tous les vendredis, une vérification de papiers par un élément des RG (Renseignements généraux) secondé par deux collègues.

Il a demandé à voir notre carte de presse avant de nous laisser. La surveillance policière a donc eu pour conséquence qu'il y avait moins de slogans écrits que de coutume. L'une des rares pancartes que l'on pouvait voir, et qui était brandie par une dame, disait : « Grâce à Dieu et ceux qui se dévouent à la protection de la patrie, dignes héritiers de l'ALN, et grâce aux patriotes sincères, notre Algérie est en sécurité. Vive l'Algérie ! Le respect de la Constitution participe du respect des constantes de la nation. » Au dos de sa pancarte : un dessin représentant une guillotine et des mains coupées, le tout assorti de cette légende : « La main étrangère. » Parmi les autres messages exprimés, un écriteau qui disait : « Le but du hirak est très clair : remettre le pouvoir au peuple ».

Quelques bras levaient également le portrait d'Ahmed Taleb Ibrahim (médecin, ancien ministre des Affaires étrangères de 1982 à 1988]. A mesure que la foule grossissait, les pancartes se faisaient plus visibles. Certains jugeaient l'ambiance, les gardaient pliées un moment avant de les brandir. Un citoyen arborait cet écriteau : « 21^e vendredi. Pas de confiance dans les symboles du système corrompu et pas de dialogue avec les résidus de la bande et ses laquais. » Un autre assène : « Gaïd Salah, ta fin est toute proche, Etat civil, pas militaire. Article 7 et 8. Nous sommes les maîtres de la décision. » Bensalah et Bedoui sont toujours décriés, comme l'illustre ce message : « Celui qui a volé l'argent du peuple, c'est lui qui a peur. Nous résisterons. Pas d'élections jusqu'au départ de Bensalah et Bedoui. Ils sont illégitimes. »

Une équipe de télévision chassée

Nous étions curieux de voir comment réagiraient les forces de police au slogan « Dawla madania, machi askaria » et autres clameurs anti-AGS (Ahmed Gaïde Salah). Force est de constater que le dispositif répressif a vite été débordé par l'ardeur des manifestants. Il était un peu plus de 11h, lorsqu'un carré de manifestants s'est formé sur le trottoir en face de la Fac centrale. Il y avait un véhicule Expert d'une équipe de télévision, visiblement de l'ENTV (Etablissement public de télévision), qui a été conspué avec véhémence aux cris de : « Sahafa dégage ! » et « Ya echiyatine ! » (Bande de lèche-bottes !). L'équipe de télévision a fini par obtempérer et quitter la scène.

Dans la foulée, un camion de pompiers passe juste derrière et il a eu droit à un accueil bien différent, avec des hourrahs et des applaudissements nourris. La foule s'est ensuite mise à crier : « Dawla madania, machi askaria ». Plus rien ne semblait pouvoir l'arrêter. Elle enchaîne : « Makache intkhabate ya el issabate » (Pas de vote avec les gangs), « La nourid, la nourid hokm el askar min djadid » (On ne veut pas d'un nouveau régime militaire), « La hiwar, la hiwar, maâ el issaba wel pouvoir » (Pas de dialogue avec la bande ni le pouvoir).

Ensuite, les manifestants se sont mis à scander : « Silmiya, silmiya, matalibna char'îya » (Pacifique,

nos revendications sont légitimes). La police se contentait seulement de repousser les protestataires vers le trottoir pour libérer la chaussée. Certains automobilistes réagissaient par des klaxons de connivence. La foule reprenait de plus belle : « Y en a marre de ce pouvoir », « Y en a marre des généraux ! », « Ulac smah » (Pas de pardon)...

Les manifestants sont revenus ensuite vers la rue Abdelkrim Khettabi. Les clameurs montent reprenant : « Gaïd Salah dégage ! », « Gaid Salah, chiyate el Imarate » (Gaïd Salah, lèche-bottes des Emirats), « Lebled bledna wendirou raina » (Ce pays est le nôtre et nous ferons ce qui nous plaît), « El yed fel yed, ennehou el issaba wen zidou el Gaid » (Main dans la main, on chassera la bande et avec elle Gaïd Salah).

A un moment, la foule répète un slogan qui prenait tout son sens sous une chaleur accablante : « Wallah ma n'oumou hatta tarahlou » (On n'ira pas à la plage jusqu'à ce que vous partiez). Voilà, d'ailleurs, un jeune paradant avec un masque de plongée et des palmes aux pieds. On le retrouvera se prélassant sous un arbre à la place Audin, où il a décidé de faire bronzette en bon « hirakiste » au lieu d'aller à la mer.

« Le peuple veut la coupe de la justice et de la liberté »

On pouvait entendre aussi un peu plus tard : « Ya men ache, y amen ache, Gaïd Salah fel Harrach », « Gaid Salah mafikche ethiqa, djibou el BRI ou zidou essaïqa » (Gaïd Salah, tu n'es pas digne de confiance, ramenez la BRI et les forces spéciales), « Hé, viva l'Algérie, yetnahaw ga3 ! » Un groupe de marcheurs s'écrit : « Atalgou ouladna ya el issabate ».

Certains portent des tee-shirts à l'effigie de Lakhdar Bouregaâ [membre historique de l'ALN, emprisonné]. Une jeune femme arbore cette pancarte : « Libérez les détenus porteurs du drapeau amazigh. Libérez les détenus d'opinion. Liberté, dignité, légitimité. Etat de droit, Algérie de demain ».

Plusieurs manifestants ont revêtu des maillots à la gloire de l'équipe nationale. Il faut dire qu'après la victoire éclatante de ce jeudi contre la Côte d'Ivoire, tout le monde était un peu dans l'euphorie de la veille et les festivités qui ont suivi, faisant presque se télescoper la kermesse d'après-match et les manifs de ce 21^e vendredi.

Un homme a jumelé les deux à travers une grande pancarte avec tous les joueurs de l'équipe nationale dominés par un large portrait de Belmadi. Et ces mots « Nous voulons une copie des patriotes libres sur la table du dialogue »

Un autre nous a concocté ce beau slogan : « Le peuple veut la coupe de la justice et de la liberté ». Un groupe de jeunes s'enflamme : « Mazal Nigeria, mazal mazal. » Plus tard, d'autres pancartes vont apparaître au fil de la manif, en soulignant le lien viscéral entre foot et politique, comme l'ont magistralement démontré les « ultras » des clubs de foot qui ont porté la révolution à bras-le-corps depuis le 22 février.

Une demoiselle défilait avec ce slogan : « 1 2 3, we want to be free ». Un jeune revêtant un maillot du MCA (Mouloudia Club d'Alger) écrit : « La vraie victoire du peuple algérien, c'est quand il aura élu un président civil, populaire, avec un mécanisme électoral intègre ».

Nous croisons Hacene Ferhati, militant des droits de l'homme et figure de proue du combat des familles des disparus pour la vérité sur leurs proches. Réagissant à la dernière sortie de Gaïd Salah, Hacene fera remarquer : « On nous dit : il ne faut plus scander "Dawla madania..." On revient,

alors, à un régime militaire ? Le peuple demande un régime civil. On n'a pas demandé la lune. On demande simplement d'être à l'écoute de ce peuple et lui accorder ses droits. Ce peuple s'est toujours exprimé pacifiquement, depuis le début. Et il ne va pas verser dans la violence. On est résolument contre la violence. On a vu ce qui est advenu des pays qui ont sombré dans la violence. » Hacene Ferhati insiste sur le fait qu'il n'y a aucun geste de défiance envers l'ANP en réclamant un régime civil. « Ce sont nos frères, nos enfants, qui sont dans les rangs de l'armée. Seulement, à chacun de respecter la mission qui lui est dévolue, conformément à la Constitution », tranche-t-il.

Un torrent de pancartes « Dawla madania » après la prière

La physionomie de la manif change du tout au tout après la prière du vendredi. Une déferlante humaine forte de dizaines de milliers de manifestants surgit, se déversant sur la rue Didouche, le boulevard Belouizdad, la rue Larbi Ben M'hidi, la rue Hassiba... Fait notoire : de mémoire de journaliste ayant couvert pratiquement tous les vendredis du « hiraq », jamais il nous a été donné de voir autant de pancartes avec le slogan : « Dawla madania, machi askaria ». Il ne fait aucun doute que c'est pour titiller AGS. La foule insurgée répétait également le même leitmotiv en s'écriant : « Dawla madania, machi askaria. »

Décidément, il aura été le slogan le plus scandé hier. On pouvait entendre aussi : « Klitou Lebled Ya esseraquine » (Vous avez pillé le pays, bande de voleurs), « Ya hna ya entouma, maranache habssine », « Libérez l'Algérie », « Y en a marre des généraux »... L'un des slogans phares de vendredi dernier est revenu : « Echaâb yourid el istiqlal » (Le peuple veut l'indépendance). La foule martelait également : « El yed fel yed, ennahou el issaba wen zidou El Gaïd », « Atalgou ouledna ya el haggarine » (relâchez nos enfants), « Makache intikhabate ya el issabate » (pas de vote avec la bande)...

Les messages gravés sur les banderoles et les pancartes dénonçaient clairement le glissement autoritaire du pouvoir en place. On pouvait lire sur l'une d'elles : « Ni Gaid ni cheftaine, non au régime militaire, Son excellence le peuple, c'est lui qui choisit le Président en toute transparence ». Une autre déclinait cette terrible sentence : « L'Algérie est indépendante et son peuple est colonisé. Non à la dictature, laissez-nous vivre en paix ».

« L'Algérie k'bira jamais t'moute »

On pouvait lire aussi : « Bensalah, tu es arrivé au terme de ta validité, tu es périmé », « Primauté du civil sur le militaire, la démocratie c'est pas par les chars » ; « La raison du sous-développement de l'Algérie est le régime militaire », « Traître : qui a trahi son patron ? Qui a trahi le peuple ? Je suis, je suis... »

De nombreuses pancartes et banderoles réclamaient la libération des détenus d'opinion : « Liberté pour les détenus d'opinion, respect des principes démocratiques », « Urgence, libérez tous les détenus d'opinion », « Ils ont tué les moudjahidine et maintenant ils emprisonnent Lakhdar Bouregaâ », « Libérez le commandant Lakhdar Bouregaâ », « La justice n'est pas des règlements de comptes, nous voulons une justice libre et indépendante. Liberté pour Ali Ghediri ».

Parmi les chants qui ont fait leur entrée hier et qui ont marqué les esprits, impossible de rater cet hymne irrévérencieux scandé par une jeunesse en transe : « Goulou lel Gaïd inavigui carte Chifa, echaâb raho fayeq nehina Bouteflika... Gouloulhoum l'Algérie kbira jamais tmoute » (Dites à Gaïd Salah de se dégoter une carte Chifa [carte d'assurance maladie], le peuple est éveillé, on a enlevé

Bouteflika... Dites-leur que l'Algérie est grande, jamais elle ne mourra)

MUSTAPHA BENFODIL

• El Watan, 13 juillet 2019 à 10h05 mn :

<https://www.elwatan.com/edition/actualite/la-reponse-cinglante-des-algeriens-13-07-2019>

Les avocats « veulent libérer la justice »

Il faut dire que les robes noires ont déjà fait fort ce jeudi en se mobilisant en masse à Alger, mais aussi à travers plusieurs grandes villes du pays et en usant surtout de slogans très expressifs du malaise qui s'est emparé du corps depuis l'incarcération des manifestants porteurs du drapeau amazigh et du moudjahid Lakhdar Bouregaâ.

Mercredi, plusieurs d'entre eux ont déjà laissé exploser leur colère en refusant d'assister à une audience programmée à la cour d'Alger pour statuer sur la demande de mise en liberté provisoire de ces détenus. Ils sont plus d'une cinquantaine à s'être constitués dans ces affaires, et tous ont refusé d'entrer en salle déclarant qu'ils avaient à faire à des « dossiers politiques dont le dénouement ne pouvait être que politique (...) la justice les a emprisonnés sur instruction, elle ne les libérera que sur instruction ». Jeudi, et un peu partout à travers le pays, les avocats ont repris le mot d'ordre comme un seul homme : « Libérez la justice, non au fonctionnement par téléphone, libérez les détenus... »

Beaucoup ont également tenu à expliquer que la manifestation organisée était l'une des formes les « plus adaptées en ce moment pour défendre toutes ces personnes incarcérées. Nous sommes des avocats, notre rôle est de travailler sur des dossiers comportant des éléments judiciaires, pas dans des dossiers politiques, nous refusons d'être la canne sur laquelle s'appuie cette justice et les responsables ». L'un des membres de la défense de Lakhdar Bouregaâ rappelle que les « raisons pour lesquelles a été incarcéré ce moudjahid n'ont aucune base juridique, elles sont, au contraire, tout à fait illégales.

Cet homme a 86 ans, dit-elle, il a une adresse, on sait où il habite, rien ne justifie qu'on l'ait mis en détention provisoire car il ne présente aucun danger pour la société ». Cette dernière a tenu, par ailleurs, à attirer l'attention de l'opinion sur l'état de santé de son client : « Quelques semaines avant d'être arrêté, Bouregaâ a subi une intervention chirurgicale, il a besoin d'être pris en charge dans un environnement adéquat, la prison a aggravé son état, ce que je peux vous dire, c'est que son état se dégrade et les responsables de sa situation porteront la responsabilité de toute conséquence. »

D'autres avocats ont tenu à revenir également sur les dossiers des détenus arrêtés pour port de drapeau amazigh : « Aucun texte de loi, rappellent-ils, n'interdit à ces derniers de brandir cet emblème et aucune législation ne le condamne. A quoi sert donc de plaider ? »

La marche des robes noires est intervenue au lendemain d'un discours très menaçant du chef d'état-major et auquel ils ont tenu à répondre en reprenant des slogans considérés par Gaïd Salah comme étant « mensongers ».

« Etat civil et non militaire », scandaient pourtant les avocats massés devant le tribunal de Sidi-

M'hamed. C'est là, aussi, que les premières discussions autour du projet de faire désormais de chaque jeudi un jour de protestation ont vu le jour...

Abla Chérif

• *Le Soir d'Algérie*, 13 juillet 2019

<https://www.lesoirdalgerie.com/actualites/les-avocats-veulent-liberer-la-justice-26962>
